



***Objet du traitement de données, finalités et base juridique :***

Nous traitons les données contenues dans les signalements émis par les lanceurs d'alerte afin de vérifier la véracité des faits allégués et de prendre les mesures nécessaires en conséquence. Ce traitement est effectué dans le respect de la loi n°78-17 dite « Loi Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et du Règlement Général sur la Protection des données du 27 avril 2018 (« RGPD » - Règlement UE 2016/679), sur la base de l'article 6 § 1 al. 1 f) RGPD.

En vertu de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 dite « Sapin II », nous sommes tenus de mettre à disposition de nos collaborateurs un dispositif d'alerte professionnelle relatif à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence. Dans ce contexte, nous sommes tenus de traiter vos données afin de traiter les signalements émis par notre système d'alerte professionnelle.

Vous pouvez également utiliser le système de lancement d'alerte en ligne si vous avez simplement des questions relatives à la compliance et que vous souhaitez éclaircir en vous adressant aux collaborateurs du service compliance.

Le dispositif d'alerte interne Lidl est ouvert aux collaborateurs internes, externes, occasionnels souhaitant effectuer une alerte au titre de l'article 8.III de la loi Sapin II, ainsi qu'aux personnes souhaitant effectuer une alerte au titre de l'article L. 225-102-4 du Code de commerce, relative à l'existence ou à la réalisation d'un risque d'atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement, résultant des activités de la société (devoir de vigilance).

En vertu du caractère hybride du dispositif d'alerte professionnelle, nous effectuons une séparation des informations recueillies pour l'une de ces finalités afin de ne pas les réutiliser pour poursuivre un autre objectif qui serait incompatible avec la finalité première. Les traitements mis en œuvre ne donneront pas lieu à des interconnexions ou échanges autres que ceux nécessaires à l'accomplissement des finalités ci-dessus énoncées.

***Catégories et provenance des données à caractère personnel :***

Nous traitons les informations fournies par le lanceur d'alerte relatives à son identité (s'il ne choisit pas l'anonymat), à celle de la personne concernée (si l'alerte concerne une personne en particulier) et aux faits à l'origine de l'alerte.

***Catégories de destinataires des données :***

Dans le cadre du traitement des données, l'alerte est communiquée à l'interlocuteur choisi par le lanceur d'alerte, à savoir :

- le supérieur hiérarchique
- le Directeur Juridique & Compliance,
- le service Compliance
- l'avocat externe indépendant, nommé par Lidl (« avocat de confiance »)

Si cela est nécessaire pour poursuivre l'enquête, et seulement sur accord du lanceur d'alerte, les informations pourront être transférées de manière strictement confidentielle aux personnes habilités à poursuivre l'enquête (ex : supérieur hiérarchique, gérant, DRH).

En cas de risque de préjudice important, comme une atteinte à la vie ou l'intégrité physique d'un employé, ou de dommages économiques importants, la personne référente pourra communiquer ces données de manière strictement confidentielle aux personnes nécessaires pour remédier au préjudice (par ex : supérieur hiérarchique, gérant, DRH), sur seule information au lanceur d'alerte.

Nous excluons par principe la retransmission de données à des tiers (toute personne non habilitée à poursuivre l'enquête). Toutefois, il peut arriver que nous devions transmettre à d'autres services de l'entreprise ou à des sociétés du groupe Schwarz les informations que vous nous avez communiquées, si cela s'avère nécessaire à l'établissement des faits signalés.

Exceptionnellement, des données peuvent être traitées pour notre compte par des sous-traitants, comme l'opérateur du système de lancement d'alerte en ligne dans le cadre d'un traitement automatisé des alertes déclaré auprès de la CNIL : la société BKMS (Business Keeper AG, Bayreuther Straße 35, 10789 Berlin, Allemagne). Cette société, ainsi qu'éventuellement ses sous-traitants ultérieurs, sont soigneusement sélectionnés et font l'objet d'audits réguliers, et doivent s'engager contractuellement envers Lidl conformément à l'article 28 du RGPD.

La personne visée par le fait signalé est informée que nous avons reçu une alerte à son sujet dans un délai raisonnable, sauf si cette information pourrait compromettre gravement l'enquête. La personne visée sera informée aussitôt le risque écarté.

#### ***Durée de conservation des données :***

Les données sont conservées le temps nécessaire à la réalisation des finalités précitées, ou jusqu'à clôture définitive du traitement des signalements par le service Compliance, dans le respect des lois en vigueur.

Lorsqu'une alerte est considérée comme n'entrant pas dans le champ du dispositif après une analyse de recevabilité, les données de l'alerte seront immédiatement supprimées, ou archivées après anonymisation.

Lorsqu'une alerte n'est pas suivie par le déclenchement d'une procédure disciplinaire ou judiciaire en lien avec les faits divulgués, la suppression ou l'archivage après anonymisation intervient dans un délai de deux mois après la clôture des vérifications. Ce délai peut être prorogé en fonction du traitement nécessaire de l'alerte selon certains critères comme la complexité des faits signalés, la durée d'enquête nécessaire à la suite du signalement ou encore l'objet de l'accusation.

Lorsqu'une procédure disciplinaire ou des poursuites judiciaires sont engagées à l'encontre de la personne mise en cause ou de l'auteur d'une alerte abusive, les données relatives à l'alerte sont conservées jusqu'au terme de la procédure ou de la prescription des recours à l'encontre la décision.

Une fois la finalité atteinte, les données sont effacées ou anonymisées.

**Utilisation du système de lancement d'alerte en ligne (BKMS) :**

La communication entre votre terminal et le système de lancement d'alerte en ligne se fait par l'intermédiaire d'une connexion chiffrée (SSL). Votre adresse IP n'est pas stockée. Seul un cookie est installé sur votre terminal dans le but de maintenir la connexion avec le système de lancement d'alerte en ligne, et ce cookie contient un ID de session (dit « null cookie »). Ce cookie reste actif jusqu'à la fin de votre session et est ensuite effacé.

**Vos droits en tant que personne concernée :**

En vertu de l'article 15 § 1 RGPD, si vous en faites la demande, vous avez le droit d'accéder gratuitement aux données à caractère personnel vous concernant qui sont traitées par le responsable du traitement dans le cadre du dispositif d'alerte interne.

En outre, si les conditions légales sont remplies, vous disposez d'un droit de rectification (art. 16 RGPD), d'un droit à l'effacement (art. 17 RGPD) et d'un droit à la limitation du traitement (art. 18 RGPD) de vos données à caractère personnel.

Dans la mesure où le traitement des données relève de l'art. 6 paragr. 1 e) ou f) du RGPD, vous disposez également d'un droit d'opposition. Si vous vous opposez au traitement de vos données, cette opposition vaudra pour l'avenir, à moins que le responsable du traitement puisse justifier de motifs légitimes et impérieux qui prévalent sur votre intérêt en tant que personne concernée.

Si le traitement des données repose sur votre consentement tel que prévu à l'art. 6 paragr. 1 a) ou à l'art. 9 paragr. 2 a) du RGPD, vous pouvez retirer votre consentement à tout moment avec effet pour l'avenir sans que ceci n'ait d'incidence sur la licéité du traitement des données effectué jusqu'alors.

Pour toute question ou réclamation concernant les cas précités, veuillez-vous adresser par écrit ou par e-mail au Délégué à la Protection des données (DPO), dont le contact est indiqué ci-dessous.

Vous disposez en outre d'un droit de réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

**Responsable du traitement au sens de l'article 4 RGPD :**

Le responsable du traitement des données au sens de l'article 4 § 7 du RGPD est le service destinataire des données de l'envoi d'une alerte :

LIDL SNC au capital de 458 000 000 €, inscrite au R.C.S de CRETEIL, sous le numéro 343 262 622, dont le Siège Social est LIDL, 72, avenue Robert SCHUMAN CS 80272 94533 RUNGIS CEDEX 1.

**Coordonnées de contact du Délégué à la protection des données :**

LIDL SNC  
à l'attention du Service protection des données  
Direction Juridique et Compliance  
72, avenue Robert Schuman FR - 94533 RUNGIS CEDEX 1

Ou à l'adresse de courrier électronique [protection.donnees@lidl.fr](mailto:protection.donnees@lidl.fr)